

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 02/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEPE DES GRAVIERES chez ALPIQ

27 rue des poissonniers
92200 Neuilly-Sur-Seine

Références : 20260302-RAP-DAEN0265
Code AIOT : 0006112726

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2026 dans l'établissement CEPE DES GRAVIERES chez ALPIQ implanté lieu dit La Combie Chemin des Gravières 26230 Roussas. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEPE DES GRAVIERES chez ALPIQ
- lieu dit La Combie Chemin des Gravières 26230 Roussas
- Code AIOT : 0006112726
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les caractéristiques du parc sont :

N° du Permis de construire et date : PC 262840P0012

Mise en Service : février 2006

Fabricant : VESTAS modèle V66/1,75

6 éoliennes de 1,75 MW unitaire

La hauteur de moyeu est de 60 mètres.

Le diamètre du rotor est de 66 mètres.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Contrôles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours 1 mois
3	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Balisage aéronautique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accès au site	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	/	Sans objet
4	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 09/12/2025, article R.512-69	/	Sans objet
6	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la chute de la pale, les accès sont toujours sécurisés et gardés. Un arrêté municipal est toujours affiché à au moins deux points d'accès du site éolien.

L'exploitant a répondu à une partie des demandes de la précédente inspection.
Il devra fournir les éléments suivants :

- fournir le rapport de contrôle des pales de E2 réalisé à l'automne 2025 présenté en séance ;
- réaliser une action corrective pour le test du système d'orientation et du frein de l'arbre lent ainsi que la coupure du réseau de l'éolienne E2 en cas de détection incendie ;
- correction concernant les périodicités de contrôle réglementaire des serrages ;
- justifier la différence de couple de serrage appliqué entre le document de référence et le serrage effectué en février 2025 ;
- fournir la levée de NOTAM de l'aviation civile à l'inspection.

Par ailleurs, une version 3 du rapport d'accident a été fournie.

2 hypothèses de causes de l'accident ont été identifiées.

Un protocole de redémarrage pour éviter un accident similaire est en cours de réflexion.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Accès au site
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : La présence du gardien est toujours constatée. Le périmètre de sécurité par balisage est toujours présent autour de l'éolienne concernée par la chute de pale : la numéro E2. L'affichage de l'arrêté municipal interdisant de pénétrer sur le site éolien des Gravières a été une nouvelle fois constaté : - au nord, à l'intersection entre la RD56 et le chemin forestier dit « de l'Argelas » menant au parc ; - sur le portail situé sur le chemin communal menant au parc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/12/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2026
Prescription contrôlée : I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de

fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

IV. - La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

Demandes de la précédente inspection (09/12/2025) :

Sous 3 mois :

- l'exploitant procédera au nettoyage du hub de E2 ;
 - il sera fourni un justificatif traçant le déclassement du dommage trouvé sur la pale A qui était côté 5 (dommage critique) ;
 - l'exploitant justifiera le changement du boulon défectueux au niveau de la boîte de vitesse ;
 - l'exploitant fournira le rapport de contrôle des pales de E2 réalisé à l'automne 2025.
 - concernant les Systèmes Instrumentés de Sécurité (SIS), l'exploitant fournira la liste de ses équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.
- L'exploitant démontrera qu'il a procédé au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement sur une périodicité ne dépassant pas 1 an.

Constats :

L'exploitant déclare qu'il n'y a plus de présence d'huile dans l'éolienne E2, cela été traité.

Un justificatif traçant le déclassement du dommage trouvé sur la pale A qui était côté 5 (dommage critique) a été fourni.

Concernant le boulon défectueux au niveau de la boîte de vitesse, l'exploitant déclare que ce sujet ne relève pas d'un défaut de sécurité structurelle. Si l'éolienne E2 était redémarrée (à priori non) ce point serait réglé rapidement.

Le contrôle des pales de E2 réalisé à l'automne 2025 a été pointé en séance sur un rapport de maintenance. L'exploitant fera parvenir ce rapport à l'inspection sous 7 jours.

L'exploitant a fourni la liste des Systèmes Instrumentés de Sécurité (SIS), précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir

<p>leur efficacité dans le temps.</p> <p>Un rapport de contrôle a été fourni. Il a été réalisé en avril 2025 (fréquence annuelle respectée).</p> <p>Les SIS de la liste ont été testés à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du système d'orientation (yaw) qui indique si les câbles de puissance allant de la nacelle dans la tour n'ont pas dépassé la valeur limite de nombres de tours - du système de frein de l'arbre lent. <p>Il est mentionné : « les détecteurs de fumée fonctionnent mais n'ouvrent pas la cellule »</p> <p>Il convient de réaliser une action corrective sur tous ces sujets sous 1 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fera parvenir le rapport de contrôle des pales de E2 réalisé à l'automne 2025 sous 7 jours.</p> <p>L'exploitant réalisera une action corrective pour le test du système d'orientation et du frein de l'arbre lent ainsi que la coupure du réseau de l'éolienne E2 en cas de détection incendie sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 7 jours et 1 mois</p>

N° 3 : Manuel d'entretien

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/12/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 23/01/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>

Constats :

Un document de contrôle des serrages de V66 établi par RES a été fourni.

Page 3/11, la périodicité des 12 ans n'est pas précisée (entre celles des 9 et 15 ans).

Rappel : la périodicité réglementaire est de trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans (article 18 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011).

L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si les périodicités des trois mois et des 1 an figurent dans un autre document.

Le rapport de serrage du 13 février 2025 fait état d'un couple de serrage appliqué de 735 N.m alors que le document de contrôle des serrages de V66 remis indique un couple de 660 N.m.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La correction concernant les périodicités de contrôle réglementaire des serrages sera apportée sous 1 mois.

L'exploitant justifiera la différence de couple de serrage appliqué entre le document de référence et le serrage effectué en février 2025 sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2025, article R.512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises

à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Une version 3 du rapport d'accident a été fournie. 2 hypothèses de causes de l'accident ont été identifiées. Un protocole de redémarrage pour éviter un accident similaire est en cours de réflexion.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Balisage aéronautique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage aéronautique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 09/12/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 23/01/2026
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : L'exploitant a déclaré le dysfonctionnement des deux balises à l'aviation civile le 9 décembre 2025. Elles ont été réparées le 11 décembre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il sera fourni sous 1 mois la levée de NOTAM à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 09/12/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 23/03/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none">- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de prévention modifié a été fourni. Il regroupe les consignes de sécurité. Il est valable jusqu'au 14 avril 2026 (penser à le renouveler après cette date).</p>
Type de suites proposées : Sans suite